

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 februari 2016;
 Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 23 februari 2016;
 Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Kind en Cultuur;
 Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering kent 542 bijkomende lestijden toe voor de organisatie van het stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers, voor het schooljaar 2015 - 2016, met toepassing van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, ten voordele van de volgende negen schoolinrichtingen voor gewoon secundair onderwijs :

- Institut sainte-Claire (FASE 2356), Rue Sécheval, 32 te 4800 VERVIERS – 150 lestijden NTPP (totaal aantal lestijden-leerkracht - NTPP = nombre total de périodes professeur(s));
- Athénée Royal Thomas Edison (FASE 95264), Place de la Justice, 1 te 7700 MOESKROEN – 50 lestijden NTPP;
- Ecole Polytechnique de Verviers (FASE 2339), Rue aux Laines, 69 te 4800 VERVIERS – 30 lestijden NTPP;
- Athénée Royal – Ecole Hôtellerie (FASE 2284), Rue des Capucins, 8 te 4900 SPA – 30 lestijden NTPP;
- ITCF Henri Maus (FASE 3007), Place de l'Ecole des Cadets, 4 te 5000 NAMEN – 70 lestijden NTPP;
- Centre Asty-Moulin (FASE 2974), Rue de la Pépinière, 101 te 5000 NAMEN – 62 lestijden NTPP;
- Institut Notre-Dame (FASE 2626), Rue Burhaimont, 11 te 6880 BERTRIX – 30 lestijden NTPP;
- CEPES de Jodoigne (FASE 622), Chaussée de Tirlemont, 85 te 1370 GELDENAKEN – 60 lestijden NTPP;
- Institut Saint-Roch (FASE 2596), Rue Américaine, 28 te 6900 MARCHE – 60 lestijden NTPP.

Art. 2. De Regering kent 120 bijkomende lestijden toe voor de organisatie van het stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers, voor het schooljaar 2015 - 2016, met toepassing van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, ten voordele van de volgende vier schoolinrichtingen voor gewoon lager onderwijs:

- Ecole Libre fondamental Notre-Dame (FASE 2459), Rue du Casino, 9 te 6700 AARLEN – 72 lestijden;
- Ecole communale (FASE 2551), Rue de la Bonne Dame, 4 te 6681 LAVACHERIE – 12 lestijden;
- Complexe Educatif Saint-Exupéry (FASE 1354), Av. de la Bourgogne, 210 te 7700 MOESKROEN – 24 lestijden;
- Ecole Libre fondamental Saint-Nicolas (FASE 2332), Rue de l'Eglise, 22 te 4801 STEMBERT – 12 lestijden.

Art. 3. De Minister van Onderwijs, Kind en Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 2016.

Brussel, 24 februari 2016.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

De Vice-Présidente en Minister van Onderwijs, Kind en Cultuur,
 Mevr. J. MILQUET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29191]

18 AVRIL 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française ;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible ;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public ;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Ministre » : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française ;

2° « Loi » : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014 ;

3° « Décret » : le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. Rudy Demotte, Ministre-Président, est compétent pour :

- 1° la coordination de la politique du Gouvernement et celle de sa communication ;
- 2° les relations intra-belges, en ce compris la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, le fonctionnement des institutions et les relations avec le Parlement ;
- 3° les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes et la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi ;
- 4° la demande d'ordonner des poursuites, la participation à l'élaboration des directives de politique criminelle et la participation aux réunions du collège des procureurs généraux, telles que visées à l'article 11^{bis} de la loi ;
- 5° la coordination des dossiers relatifs aux fonds structurels européens, de leur mise en œuvre et de leur évaluation, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales ;
- 6° l'évaluation, la prospective et la statistique ;
- 7° la répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale ;
- 8° les hôpitaux universitaires, tels que visés à l'article 3, 6°, a), du décret, et les conventions de revalidation conclues avec les hôpitaux universitaires, telles que visées à l'article 3, 6°, b), du décret ;
- 9° l'Académie royale de Médecine, telle que visée à l'article 3, 6°, c), du décret ;
- 10° l'agrément et le contingentement des professions des soins de santé ;
- 11° la Société scientifique de médecine générale ;
- 12° la coordination de la politique du Gouvernement relative à la réalisation des droits de l'enfant.

Art. 3. Alda Greoli, Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance, est compétente pour :

- 1° les matières culturelles, telles que visées à l'article 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 8°, 10°, 13°, de la loi, en ce compris le cinéma ;
- 2° le contrôle des films, en vue de l'accès des mineurs aux salles de spectacle cinématographique, tel que visé à l'article 5, V, de la loi ;
- 3° la politique de santé qui relève des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance, telle que visée à l'article 3, 6°, f), du décret ;
- 4° l'aide aux personnes qui relève des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance, telle que visée à l'article 3, 7°, a), du décret ;
- 5° les centres de vacances, pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4, 7°, 12°, 14°, et 5 de la loi, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci ;
- 6° les activités et services de médecine préventive destinés aux nourrissons, aux enfants, aux élèves et aux étudiants, tels que visés à l'article 3, 6°, e), du décret ;
- 7° l'accueil de l'enfance ;
- 8° L'Office de la naissance et de l'enfance.

Art. 4. Jean-Claude Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, est compétent pour :

- 1° l'enseignement supérieur, en ce compris :
 - a. l'enseignement universitaire ;
 - b. l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long ;
 - c. l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires ;
 - d. les statuts du personnel de l'enseignement supérieur ;
- 2° les allocations et prêts d'études ;
- 3° les aspects de contenu et techniques des services de médias audiovisuels et sonores, tels que visés à l'article 4, 6°, de la loi, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral ;
- 4° le soutien à la presse écrite, tel que visé à l'article 4, 6°*bis*, de la loi ;
- 5° la recherche scientifique, en ce compris l'encouragement à la formation des chercheurs tel que visé à l'article 4, 2°, de la loi ;
- 6° les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et au F.R.I.A. ;
- 7° l'Académie royale des Sciences.

Art. 5. Rachid Madrane, Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, est compétent pour :

- 1° l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7°, b) à f), du décret ;
- 2° l'organisation, le fonctionnement et les missions des maisons de justice et du service compétent pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique, tels que visés à l'article 5, III, de la loi ;
- 3° le financement des infrastructures touristiques sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 4° la promotion de Bruxelles au niveau national et international ;
- 5° la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 6° l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, tels que visés à l'article 4, 9°, de la loi ;
- 7° le contrôle médico-sportif, tel que visé à l'article 3, 6°, g), du décret.

Art. 6. Marie-Martine Schyns, Ministre de l'Éducation, est compétente pour :

1° l'enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la Constitution, à l'exception de l'enseignement de promotion sociale, en ce compris :

- a. l'enseignement fondamental ;
 - b. l'enseignement secondaire ;
 - c. la matière définie à l'article 4, 11°, de la loi à l'exception des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance ;
 - d. la reconversion et le recyclage professionnels ;
 - e. l'enseignement artistique à horaires réduits ;
 - f. l'enseignement artistique de niveau secondaire ;
 - g. l'inspection de l'enseignement ;
 - h. les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information ;
 - i. la formation postscolaire et parascolaire, telle que visée à l'article 4, 12°, du décret ;
 - j. les statuts des personnels de l'enseignement obligatoire, à l'exception de l'enseignement supérieur ;
 - k. la formation intellectuelle, morale et sociale, telle que visée à l'article 4, 14°, du décret ;
 - l. les centres psycho-médico-sociaux ;
 - m. l'enseignement spécialisé ;
 - n. les écoles européennes ; l'orientation scolaire
 - o. le pilotage interréseaux.
- 2° les bâtiments scolaires.

Art. 7. André Flahaut, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, est compétent pour :

- 1° le budget, les finances et la trésorerie ;
- 2° la fonction publique et l'administration ;
- 3° la simplification administrative ;
- 4° l'e-gouvernement et l'informatique administrative ;
- 5° l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière ;
- 6° l'authentification des actes à caractère immobilier tels que visés à l'article 6quinquies de la loi.

Art. 8. Isabelle Simonis, Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances, est compétente pour :

- 1° l'enseignement de promotion sociale ;
- 2° la politique de la jeunesse, telle que visée à l'article 4, 7°, de la loi ;
- 3° les statuts des personnels de promotion sociale ;
- 4° les droits des femmes ;
- 5° l'égalité des chances et l'interculturalité ;
- 6° l'enseignement à distance.

Art. 9. Les projets de décrets et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le Ministre qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de Fonction publique des organismes d'intérêt public, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) exerçant la tutelle sur les organismes d'intérêt public concernés.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de statut des personnels de l'Enseignement, sont cosignés par les Ministres responsables.

Art. 10. Dans le cas où une délégation a été accordée, conformément à l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation a été accordée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

Art. 11. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par le Ministre-Président.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 14. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 avril 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, des Médias et de la Recherche scientifique,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29191]

18 APRIL 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 127 tot 129 van de Grondwet,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001, 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

Gelet op het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 houdende verhoging van het maximumaantal leden van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de Regering de mogelijkheid moet worden geboden om zo doeltreffend mogelijk te kunnen werken;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld met toepassing van artikel 60 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te zorgen voor de continuïteit van de openbare dienst;

Op de voordracht van de Minister-President;

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° "Minister" : een Minister, Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° "Wet" : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

3° "Decreet" : het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen.

Art. 2. Rudy Demotte, Minister-President, is bevoegd voor :

1° de coördinatie van het regeringsbeleid en van de mededelingen in verband daarmee;

2° de intra-Belgische betrekkingen, met inbegrip van het aanhangig maken van vraagstukken bij het Overlegcomité Federale Regering – Regering van de Gemeenschappen en Gewesten, de werking van de instellingen, en de betrekkingen met het Parlement;

3° de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese instellingen, en de ontwikkelingssamenwerking zoals bedoeld in artikel 6 ter van de wet;

4° het verzoek om vervolgingen te bevelen, de deelneming aan de uitwerking van de bindende richtlijnen van het strafrechtelijk beleid en de deelneming aan de vergaderingen van het College van procureurs-generaal, zoals bedoeld in artikel 11bis van de wet;

5° de coördinatie van de dossiers betreffende de Europese structuurfondsen, de toepassing en de evaluatie ervan, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese, nationale en gewestinstellingen;

6° de evaluatie, de prospectie en de statistiek;

7° de verdeling van de middelen uit de Nationale Loterij;

8° de universitaire ziekenhuizen, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, a), van het decreet, en de revalidatieovereenkomsten die met de universitaire ziekenhuizen worden gesloten, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, b), van het decreet;

9° de "Académie royale de Médecine", zoals bedoeld in artikel 3, 6°, c), van het decreet;

10° de erkenning en de contingentering van de gezondheidszorgberoepen;

11° de “Société scientifique de médecine générale”;

12° de coördinatie van het regeringsbeleid betreffende de verwezenlijking van de rechten van het kind.

Art. 3. Alda Greoli, Vice-President en Minister van Cultuur en Jong Kind, is bevoegd voor :

1° de culturele aangelegenheden, zoals bedoeld in artikel 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 8°, 10°, 13°, van de wet, met inbegrip van de filmsector;

2° de filmkeuring, met het oog op de toegang van minderjarigen tot bioscoopzalen, zoals bedoeld in artikel 5, V, van de wet;

3° het gezondheidsbeleid, dat behoort tot de opdrachten die aan de “Office de la naissance et de l'enfance” worden toegewezen, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, f), van het decreet;

4° de bijstand aan personen, die behoort tot de opdrachten die aan de “Office de la naissance et de l'enfance” worden toegewezen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, a) van het decreet;

5° de vakantiecentra, inzonderheid voor de aangelegenheden bepaald in de artikelen 4, 7°, 12°, 14°, en 5 van de wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering ervan aangenomen decreten;

6° de activiteiten en diensten inzake preventieve geneeskunde, bestemd voor zuigelingen, kinderen, leerlingen en studenten, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, e), van het decreet;

7° de kinderopvang;

8° de “Office de la naissance et de l'enfance”;

Art. 4. Jean-Claude Marcourt, Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media, is bevoegd voor :

1° het hoger onderwijs, met inbegrip van :

a. het universitair onderwijs,

b. het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte type en het lange type;

c. het kunstonderwijs van het hogere niveau, met inbegrip van de conservatoria;

d. de statuten van het personeel van het hoger onderwijs;

2° de studietoelagen en -leningen;

3° de inhoudelijke en technische aspecten van de audiovisuele en de auditieve mediadiensten, zoals bedoeld in artikel 4, 6° van de wet, met uitzondering van het uitzenden van mededelingen van de federale regering;

4° de hulp aan de geschreven pers, zoals bedoeld in artikel 4, 6°*bis*, van de wet;

5° het wetenschappelijk onderzoek, met inbegrip van de aanmoediging van de vorming van navorsers, zoals bedoeld in artikel 4, 2°, van de wet;

6° de kredieten voor fundamenteel onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;

7° de “Académie royale des Sciences”.

Art. 5. Rachid Madrane, Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, is bevoegd voor :

1° de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, b) tot f) van het decreet;

2° de organisatie, de werking en de opdrachten van de justitiehuizen en van de bevoegde dienst die de uitwerking en de opvolging van het elektronisch toezicht verzekert, zoals bedoeld in artikel 5, III, van de wet;

3° de financiering van de toeristische infrastructuur op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

4° de promotie van Brussel op nationaal en internationaal niveau;

5° het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

6° de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens, zoals bedoeld in artikel 4, 9°, van de wet;

7° de sportmedische keuring, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, g) van het decreet.

Art. 6. Marie-Martine Schyns, Minister van Onderwijs, is bevoegd voor :

1° het onderwijs, zoals bepaald in artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet, met uitzondering van het onderwijs voor sociale promotie, met inbegrip van :

a. het basisonderwijs;

b. het secundair onderwijs;

c. de aangelegenheid bepaald in artikel 4, 11°, van de wet, met uitzondering van de opdrachten toevertrouwd aan de “Office de la naissance et de l'enfance”;

d. de beroepsomscholing en -bijscholing;

e. het kunstonderwijs met beperkt leerplan;

f. het kunstonderwijs van het secundair niveau;

g. de inspectie van het onderwijs;

h. de bijschoolse activiteiten, de hulpmiddelen voor het onderwijs en de informatie;

i. de post- en parascolaire vorming, zoals bedoeld in artikel 4, 12°, van het decreet;

j. de statuten van het personeel van het leerplichtonderwijs, met uitzondering van het personeel van het hoger onderwijs;

- k. de intellectuele, morele en sociale vorming, zoals bedoeld in artikel 4, 14°, van het decreet;
- l. de psycho-medisch-sociale centra;
- m. het gespecialiseerd onderwijs;
- n. de Europese scholen; de schooloriëntatie;
- o. de netoverschrijdende sturing;
- 2° de schoolgebouwen.

Art. 7. André Flahaut, Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging, is bevoegd voor :

- 1° de begroting, de financiën en de thesaurie;
- 2° de ambtenarenzaken en het bestuur;
- 3° de administratieve vereenvoudiging;
- 4° het e-government en de administratieve informatica;
- 5° de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende zaken;
- 6° het authenticeren van de handelingen met een onroerend karakter, zoals bedoeld in artikel 6*quinquies* van de wet.

Art. 8. Isabelle Simonis, Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen, is bevoegd voor :

- 1° het onderwijs voor sociale promotie;
- 2° het jeugdbeleid, zoals bedoeld in artikel 4, 7° van de wet;
- 3° de statuten van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;
- 4° de rechten van de vrouw;
- 5° de gelijke kansen en de interculturaliteit;
- 6° het afstandsonderwijs.

Art. 9. De ontwerpen van decreet en de in de Regering overlegde besluiten worden ondertekend door de Minister bevoegd voor de aangelegenheid waarop het ontwerp van decreet of het besluit betrekking heeft.

De besluiten en beslissingen van de Regering, voor de ambtenarenzaken van de instellingen van openbaar nut, worden gezamenlijk ondertekend door de Minister belast met ambtenarenzaken en de Minister(s) die het toezicht uitoefent/uitoefenen op de betrokken instellingen van openbaar nut.

De besluiten en beslissingen van de Regering, inzake het statuut van het onderwijspersoneel, worden gezamenlijk ondertekend door de verantwoordelijke Ministers.

Art. 10. Ingeval een delegatie werd verleend overeenkomstig het besluit houdende regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie deze delegatie werd verleend.

Bij afwezigheid of verhindering van een minister, kan deze de Minister aanwijzen die ertoe wordt gemachtigd in zijn naam en voor zijn rekening te ondertekenen.

Art. 11. De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-President medeondertekend.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 2014 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 14. De Ministers worden, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 april 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
Mevr. A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
Mevr. M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS